Réforme des provinces

Rapport d'analyse des réponses des communes

Lecture générale, provinciale et par cluster

Source analysée : « Tableau de suivi - Réforme des provinces - VF (1).xlsx »
Périmètre : 261 communes – 197 réponses reçues (75.5 %)

Table des matières

1. Objet du rapport et méthodologie 4
2. Synthèse exécutive 4
3. Lecture générale 6
3.1. Tableau synthétique – principaux sous-thèmes 9
4. Lecture provinciale 10
Brabant wallon 10
Hainaut 11
Liège 13
Luxembourg 14
Namur 16
Taux de réponse par province 17
5. Lecture par cluster 18
5.1. Tableau de synthèse des clusters 19
W1 – Rurales peu denses 22
W2 – Rurale à dominante forestière 22
W3 – Rurales et pôles multifonctionnel 23
W4 – Rurale touristique avec vieillissement population 24
W5 – Rurale urbanisation croissante et activités économiques 25
W6 – Résidentielles à vocation économique affirmée 26
W7 – Résidentielles à moyens ou faibles revenus et peu polarisantes 27
W8 – Rurales avec expansion résidentielle 27
W9 – Résidentielles à hauts revenus et population vieillissante 28
W10 – Urbanisées à faible revenus 29
W11 – Urbanisées à faible revenus et déprise économique 29
W12 – Fortement urbanisées à faibles revenus 30
W13 – Fortement urbanisées et vocation économique affirmée 31
W14 – Villes moyennes bien équipées en milieu rural 31
W15 – Pôles urbains à vocation économique affirmée 32

W16 – Grandes Villes et pôles régionaux structurant 33
6. Conclusion générale 34
6.1. Périmètre et méthode 34
6.2. Enseignement général : une demande de supracommunalité 34
6.3. La santé : un thème important, mais fortement influencé par le Luxembourg et Vivalia 35
6.4. Lecture provinciale : des profils différenciés 36
Luxembourg 36
Namur 36
Brabant wallon 36
Hainaut 36
Liège 37
6.5. Lecture par clusters : des attentes différentes selon les types de communes 37
6.6. Conclusion complémentaire 38

1. Objet du rapport et méthodologie

Objet. Le présent rapport vise à fournir une lecture nuancée des réponses des communes à la consultation relative à la réforme des provinces en complément le rapport d'analyse transmis le 28 mai 2026. Le temps disponible entre la réception de l'ensemble des délibérations et la fourniture des rapports n'a pas permis à l'administration de les consolider.

Ce rapport procède en trois temps : une lecture générale, une lecture par province, puis une lecture par cluster de communes.

Méthode. Les analyses chiffrées reposent sur les communes ayant répondu (statut « OK »). Une cellule thématique remplie est interprétée comme un sujet cité ou une préoccupation exprimée par la commune. Cela ne constitue pas automatiquement un vote de soutien au maintien d'une compétence ou d'une institution ; il s'agit d'un signal d'attention ou d'attente.

Prudence d'interprétation. Les réponses sont de nature hétérogène : certaines sont très développées, d'autres plus laconiques. Le rapport privilégie dès lors une lecture de tendance et de concentration des préoccupations, plutôt qu'une interprétation strictement binaire de type « pour/contre ».

Il convient de rester particulièrement vigilant quant à la manière dont ces résultats sont présentés et interprétés. En effet, la logique d'analyse repose sur des thématiques « citées », qui traduisent avant tout des préoccupations ou des points d'attention exprimés par les communes, et non des positions formellement arrêtées. Par ailleurs, la présence d'une information dans une cellule ne recouvre pas nécessairement une réalité homogène d'une commune à l'autre : elle peut correspondre, selon les cas, à une inquiétude, à une demande explicite de maintien au niveau supracommunal, ou encore à une simple mention contextuelle. Dès lors, si l'outil permet de dégager des tendances intéressantes, il convient de garder à l'esprit que les significations sous-jacentes à un même intitulé peuvent être sensiblement différentes.

2. Synthèse exécutive

Nous bénéficions d'un taux de réponse élevé : 197 communes répondantes sur 261, soit 75.5%.

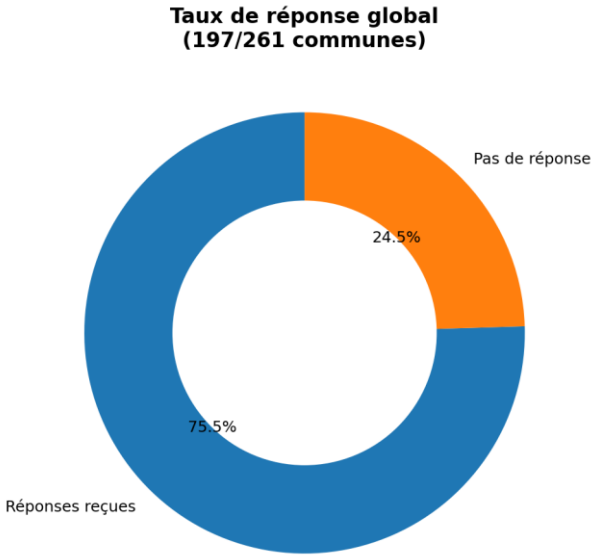
À l'échelle wallonne, les familles de préoccupations les plus souvent citées sont l'appui aux communes / services techniques (54.3 %), la sécurité et l'ordre public (54.3 %), la santé (48.7 %) et l'enseignement / la formation (41.1 %).

Sur le plan qualitatif, les avis généraux mettent régulièrement en avant la nécessité de préserver un niveau supracommunal opérationnel, d'assurer la neutralité financière pour les communes et les citoyens, de maintenir l'expertise et la mutualisation, et de garantir une gouvernance lisible et légitime.

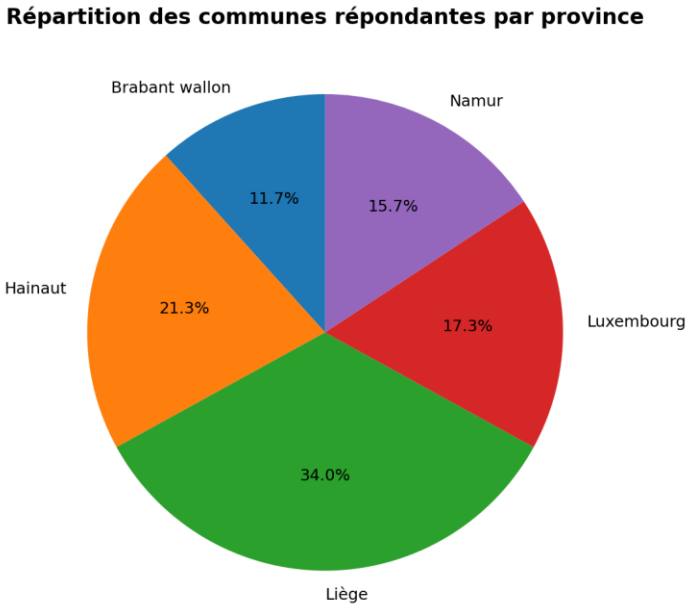
Les profils provinciaux sont différenciés : le Luxembourg se singularise par la santé et la sécurité (avec un effet Vivalia marqué), Namur par le développement territorial et les services supra-communaux, le Hainaut par les enjeux d'appui technique et d'inondations, le Brabant wallon par les garanties budgétaires et les conditions de réforme, et Liège par un profil plus diffus.

La lecture par cluster confirme que les communes n'expriment pas toutes les mêmes attentes : les clusters ruraux mettent davantage en avant la sécurité, la santé et l'appui technique, tandis que plusieurs clusters urbanisés ou résidentiels soulignent davantage les enjeux de marchés publics, d'appui juridique, de gouvernance ou de neutralité budgétaire.

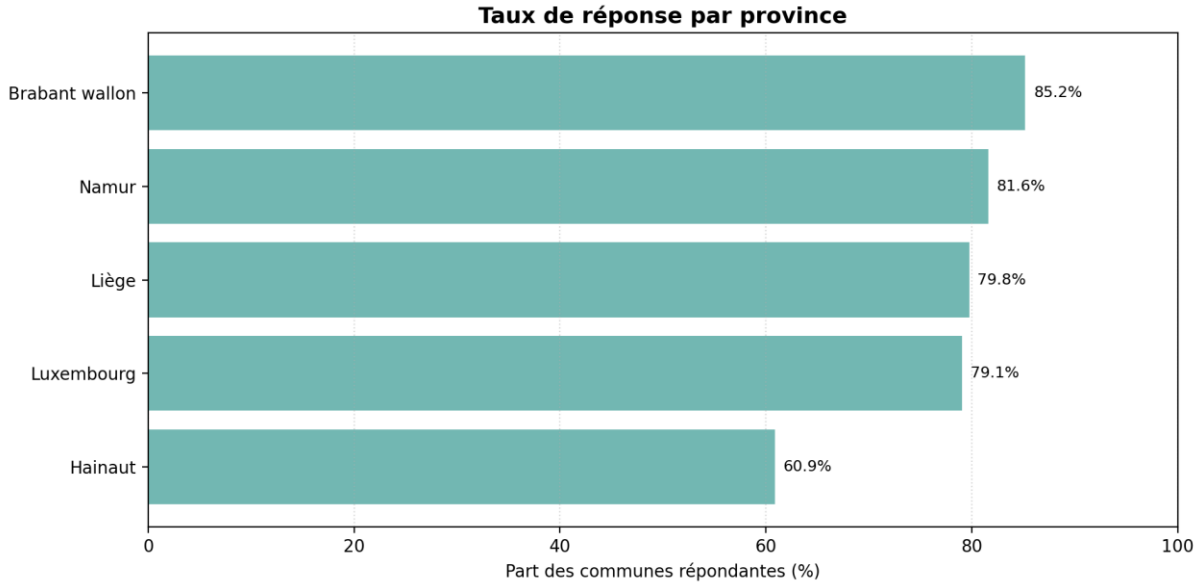
3. Lecture générale



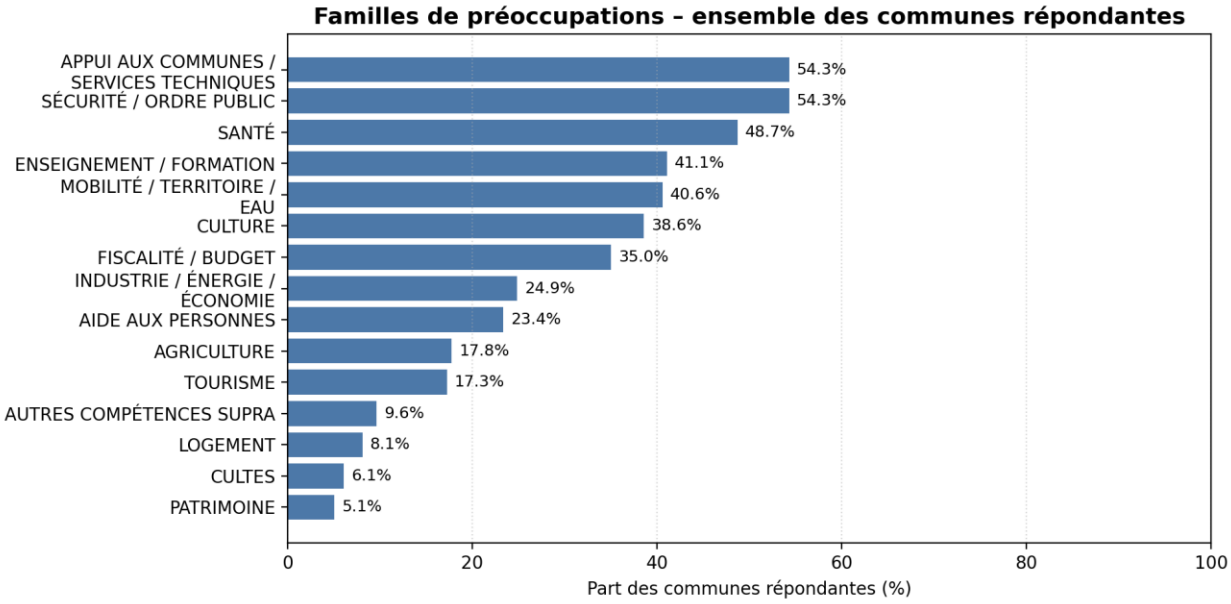
Graphique 1 – Taux de réponse global



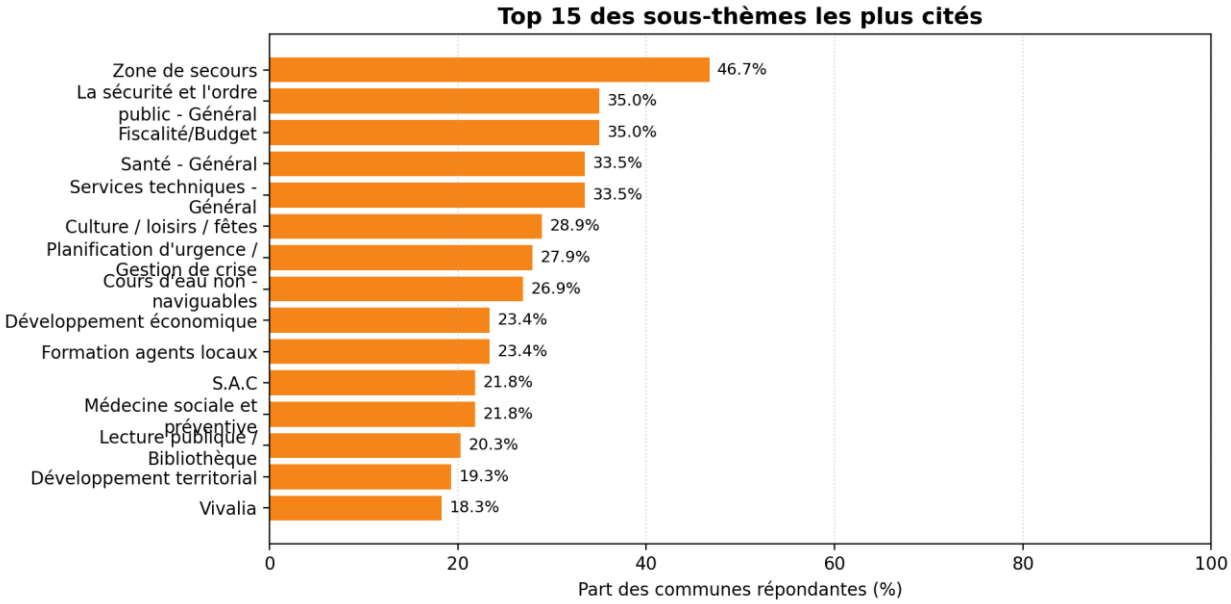
Graphique 2 – Répartition des communes répondantes par province



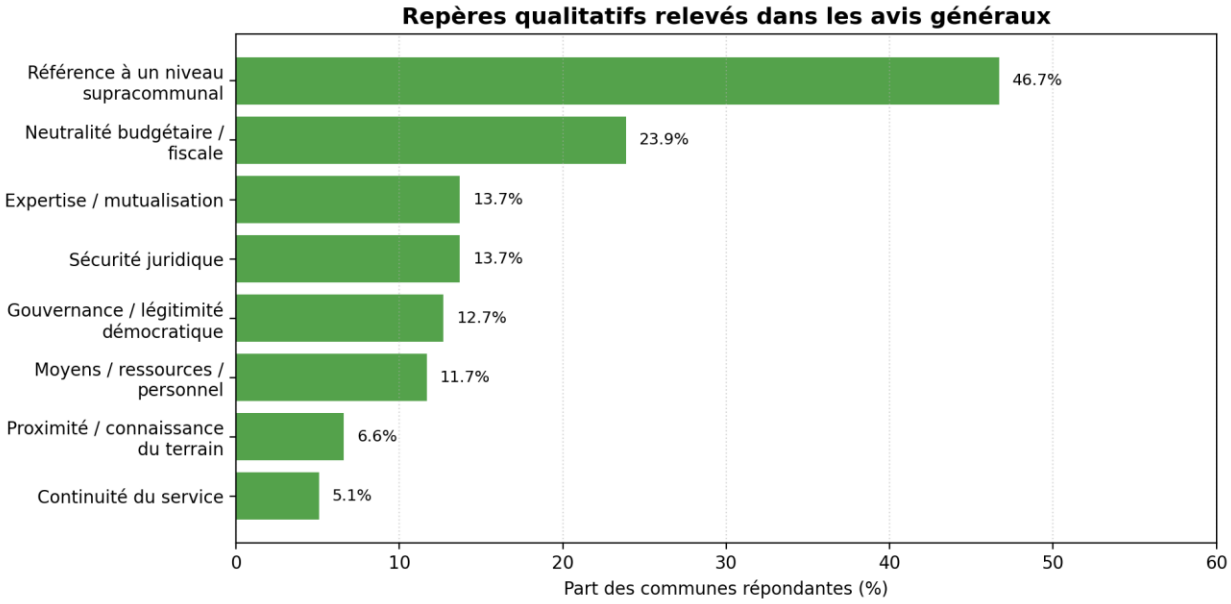
Graphique 3 – Taux de réponse par province



Graphique 4 – Familles de préoccupations les plus citées



Graphique 5 – Top 15 des sous-thèmes cités



Graphique 6 – Repères qualitatifs relevés dans les avis généraux

Lecture des résultats. Les chiffres confirment que les réponses communales se concentrent d'abord sur des fonctions de soutien, de coordination et de sécurité. Les deux grandes familles qui ressortent le plus nettement sont l'appui aux communes / services techniques et la sécurité / l'ordre public, toutes deux citées par 54.3 % et 54.3 % des communes répondantes. Viennent ensuite la santé (48.7 %) et l'enseignement / la formation (41.1 %).

Ce que cela suggère. Pris globalement, les retours des communes traduisent moins un attachement uniforme à l'institution provinciale qu'une demande de sécurisation des missions jugées utiles : maintien de l'expertise, mutualisation, proximité de terrain, continuité des services et absence de transfert de charges non compensé vers les communes.

3.1. Tableau synthétique – principaux sous-thèmes

Rang	Sous-thème	Part des communes répondantes
1	Zone de secours	46.7 %
2	La sécurité et l'ordre public - Général	35.0 %
3	Fiscalité/Budget	35.0 %
4	Santé - Général	33.5 %
5	Services techniques - Général	33.5 %
6	Culture / loisirs / fêtes	28.9 %
7	Planification d'urgence / Gestion de crise	27.9 %
8	Cours d'eau non - navigables	26.9 %
9	Développement économique	23.4 %
10	Formation agents locaux	23.4 %

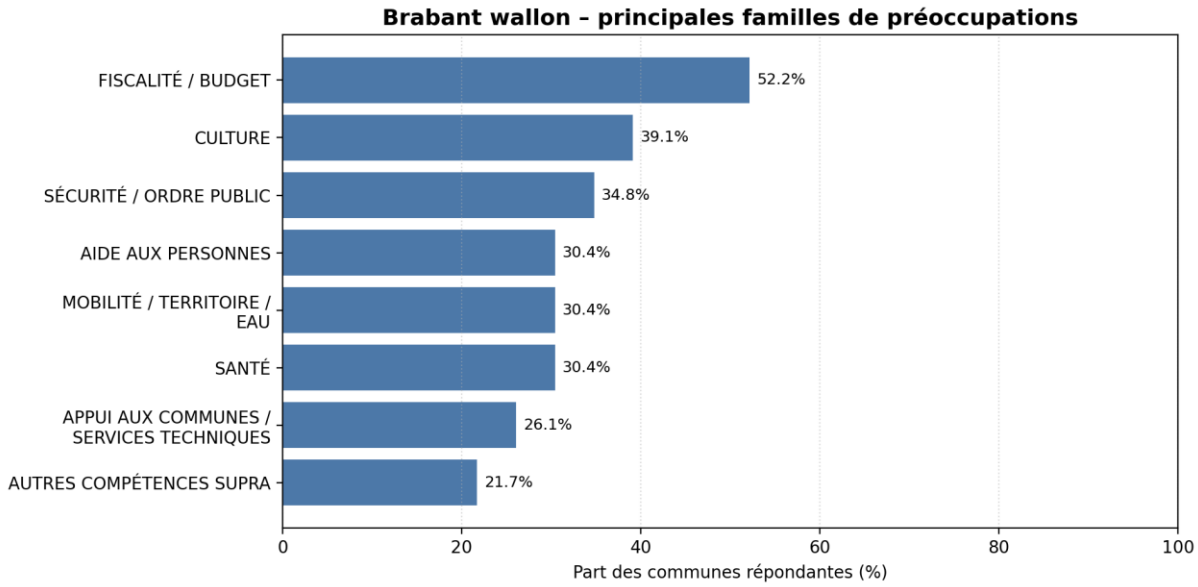
4. Lecture provinciale

Cette partie examine, pour chaque province, les préoccupations les plus fréquentes parmi les communes répondantes. Les graphiques présentent les principales familles de préoccupations puis les sous-thèmes les plus cités.

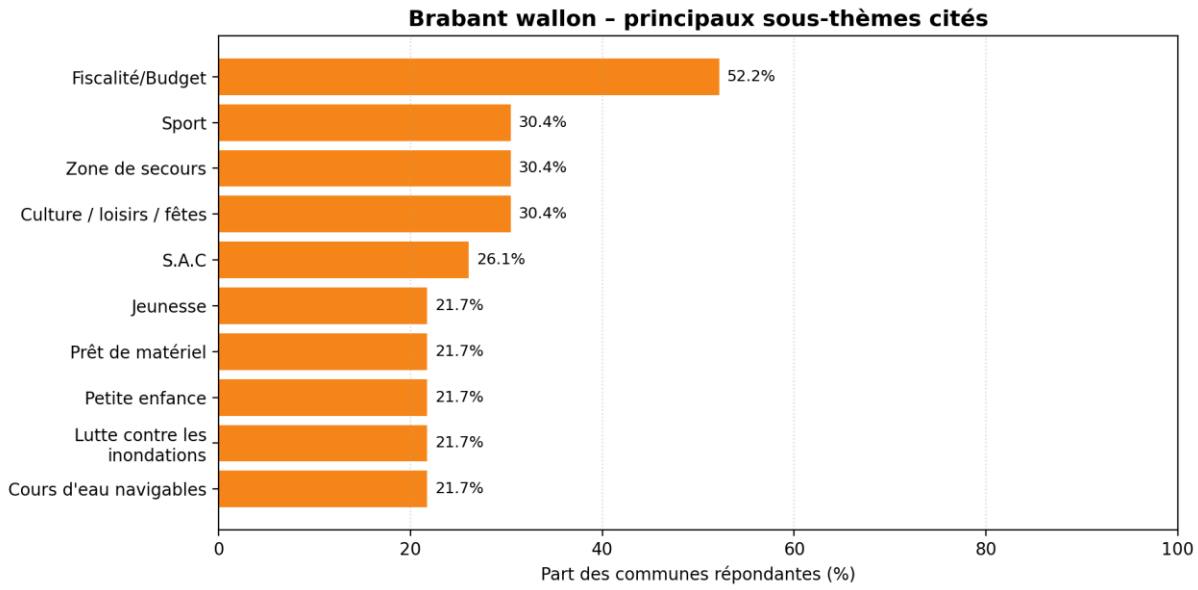
Brabant wallon

Profil provincial. Brabant wallon compte 23 communes répondantes sur 27 (85.2 %). Les familles de préoccupations qui ressortent le plus sont fiscalité / budget (52.2 %) ; culture (39.1 %) ; sécurité / ordre public (34.8 %) ; aide aux personnes (30.4 %). Les sous-thèmes les plus cités sont notamment : Fiscalité/Budget (52.2 %), Sport (30.4 %), Zone de secours (30.4 %), Culture / loisirs / fêtes (30.4 %), S.A.C (26.1 %).

Lecture. Le Brabant wallon présente un profil moins sectoriel et davantage conditionnel : les communes y mettent en avant les enjeux budgétaires, les garanties à apporter par la réforme et, dans une moindre mesure, certains services culturels ou de sécurité.



Brabant wallon – principales familles de préoccupations

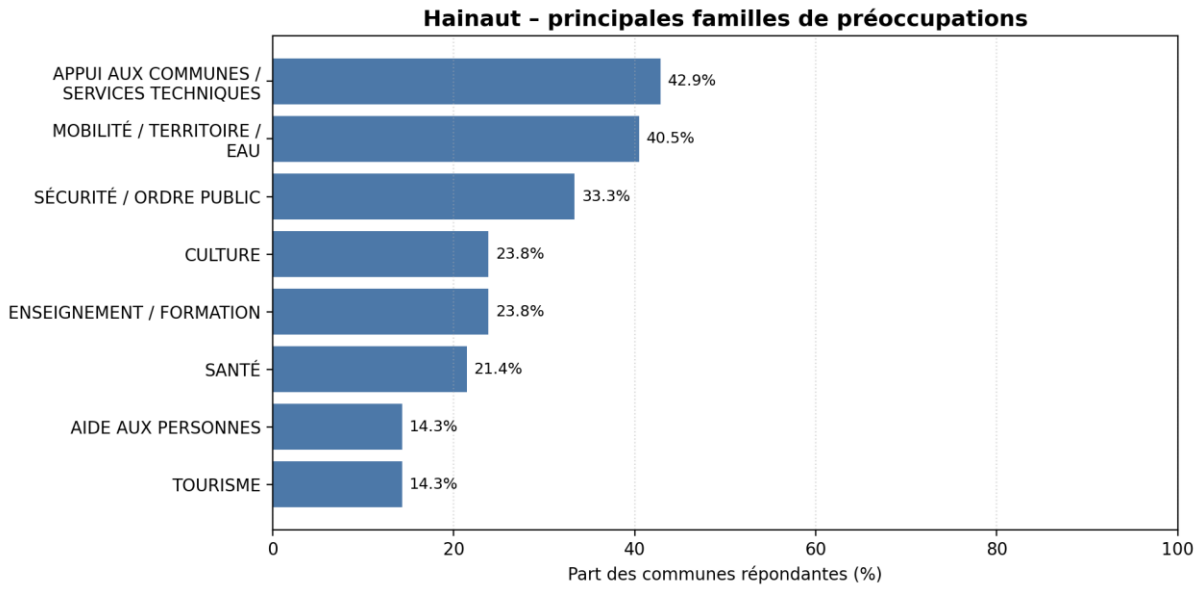


Brabant wallon – principaux sous-thèmes cités

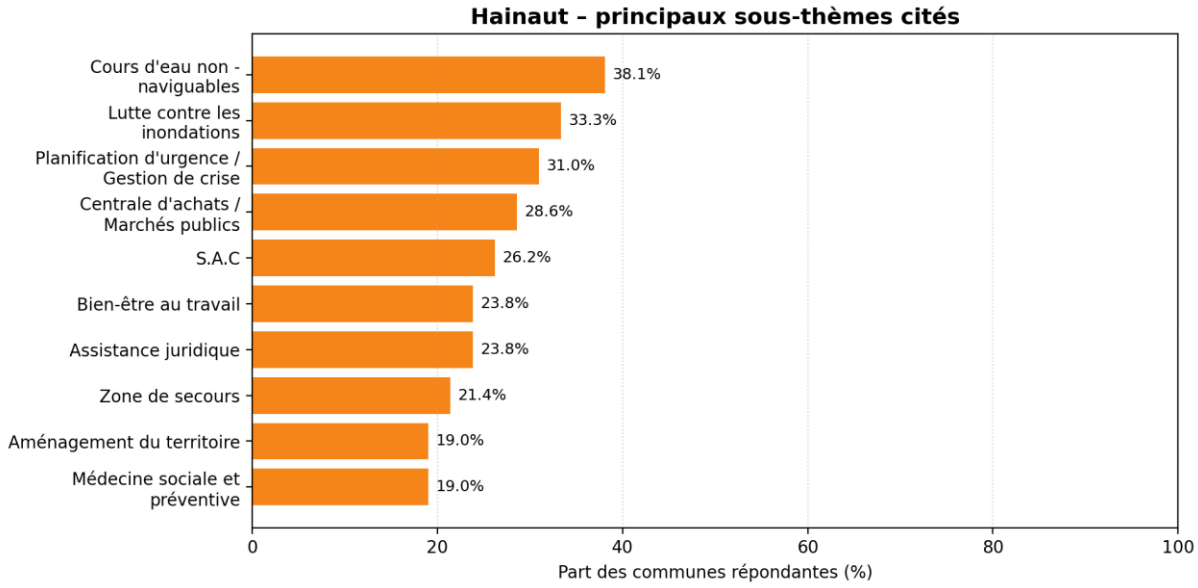
Hainaut

Profil provincial. Hainaut compte 42 communes répondantes sur 69 (60.9 %). Les familles de préoccupations qui ressortent le plus sont : appui aux communes / services techniques (42.9 %) ; mobilité / territoire / eau (40.5 %) ; sécurité / ordre public (33.3 %) ; culture (23.8 %). Les sous-thèmes les plus cités sont notamment : Cours d'eau non - navigables (38.1 %), Lutte contre les inondations (33.3 %), Planification d'urgence / Gestion de crise (31.0 %), Centrale d'achats / Marchés publics (28.6 %), S.A.C (26.2 %).

Lecture. Dans le Hainaut, les réponses apparaissent davantage centrées sur les besoins d'appui opérationnel : gestion des cours d'eau, inondations, planification d'urgence, marchés publics, assistance juridique et bien-être au travail.



Hainaut – principales familles de préoccupations

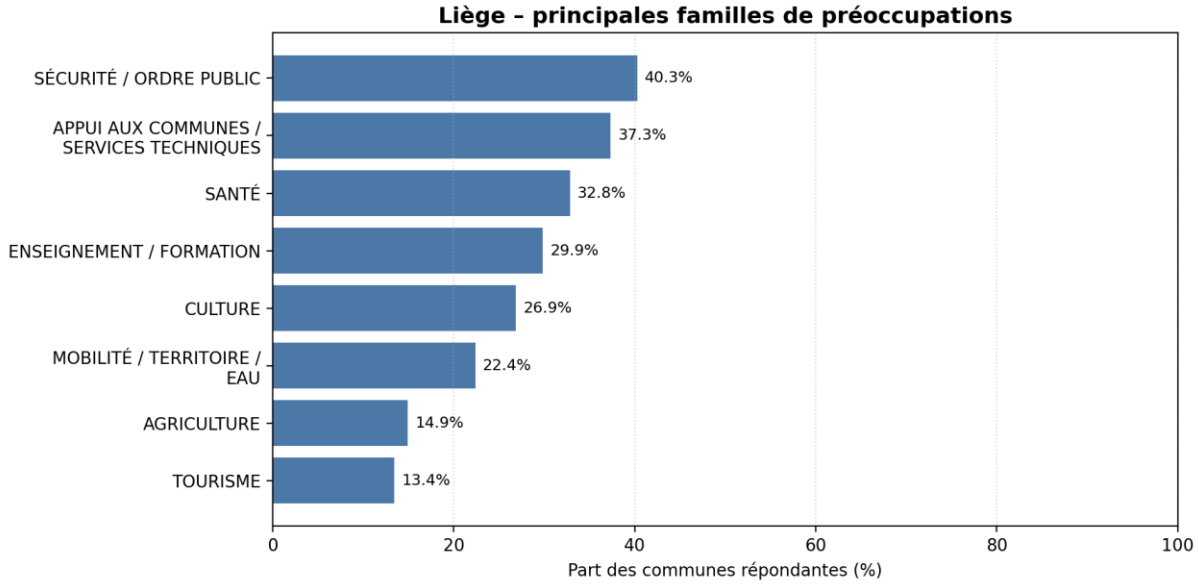


Hainaut – principaux sous-thèmes cités

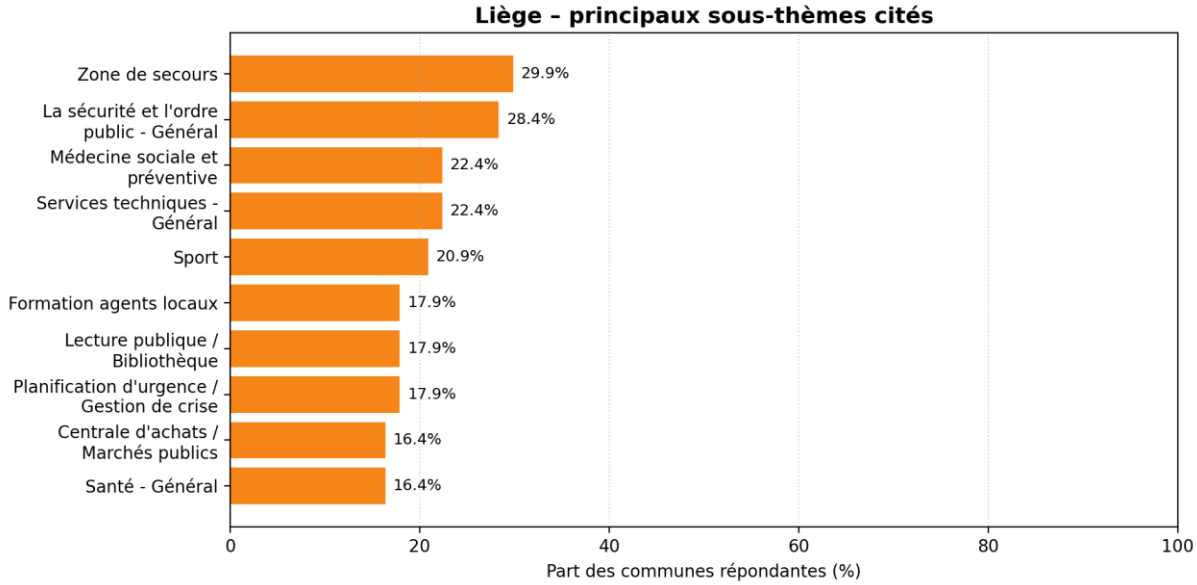
Liège

Profil provincial. Liège compte 67 communes répondantes sur 84 (79.8 %). Les familles de préoccupations qui ressortent le plus sont : sécurité / ordre public (40.3 %) ; appui aux communes / services techniques (37.3 %) ; santé (32.8 %) ; enseignement / formation (29.9 %). Les sous-thèmes les plus cités sont notamment : Zone de secours (29.9 %), La sécurité et l'ordre public - Général (28.4 %), Médecine sociale et préventive (22.4 %), Services techniques - Général (22.4 %), Sport (20.9 %).

Lecture. Le profil liégeois est plus diffus et moins concentré sur un seul thème dominant. On y retrouve une attention notable à la sécurité, au patrimoine, aux garanties budgétaires et à diverses fonctions d'appui, sans qu'un seul sujet n'écrase les autres.



Liège – principales familles de préoccupations

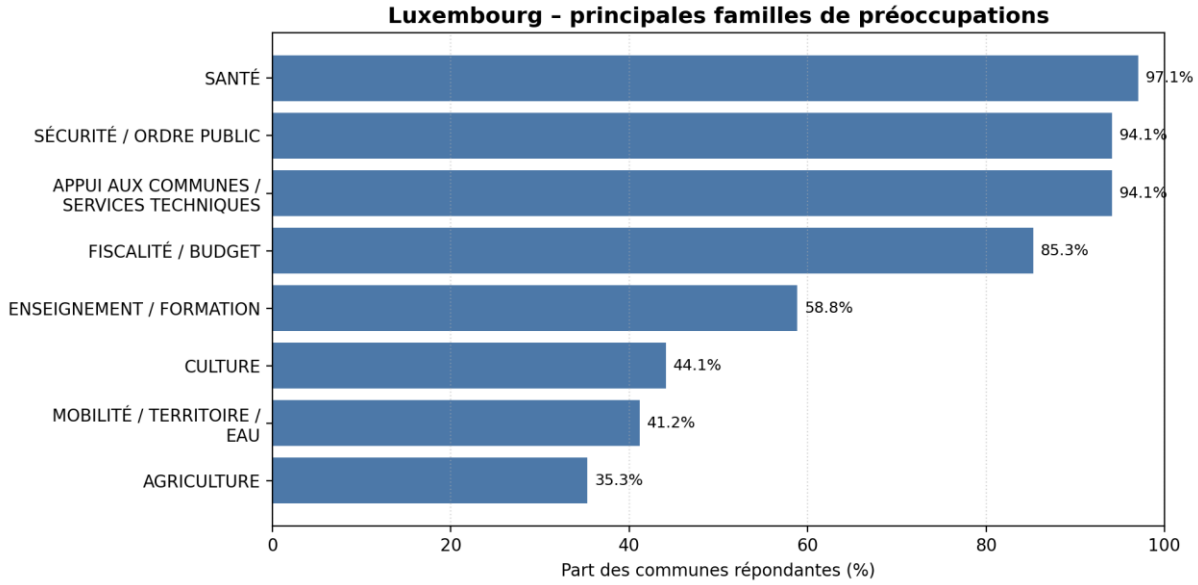


Liège – principaux sous-thèmes cités

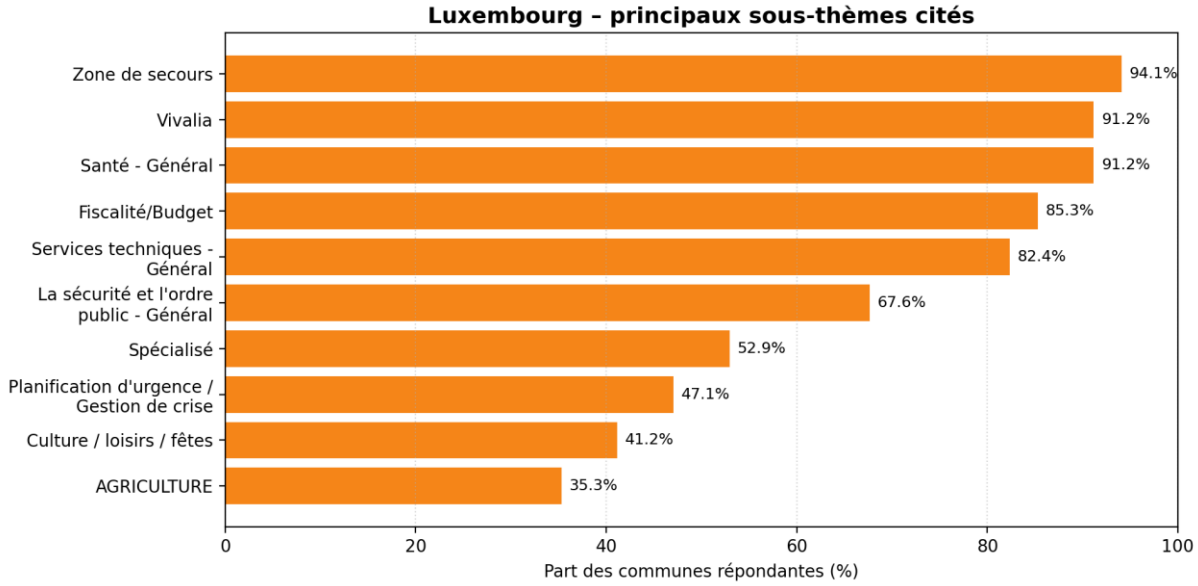
Luxembourg

Profil provincial. Luxembourg compte 34 communes répondantes sur 43 (79.1 %). Les familles de préoccupations qui ressortent le plus sont : santé (97.1 %) ; sécurité / ordre public (94.1 %) ; appui aux communes / services techniques (94.1 %) ; fiscalité / budget (85.3 %). Les sous-thèmes les plus cités sont notamment : Zone de secours (94.1 %), Vivalia (91.2 %), Santé - Général (91.2 %), Fiscalité/Budget (85.3 %), Services techniques - Général (82.4 %).

Lecture. Le profil luxembourgeois est particulièrement marqué par la santé et la sécurité. La très forte présence des mentions liées à Vivalia confirme un effet territorial spécifique : la santé y apparaît comme un sujet structurant, davantage que dans le reste de la Wallonie.



Luxembourg – principales familles de préoccupations

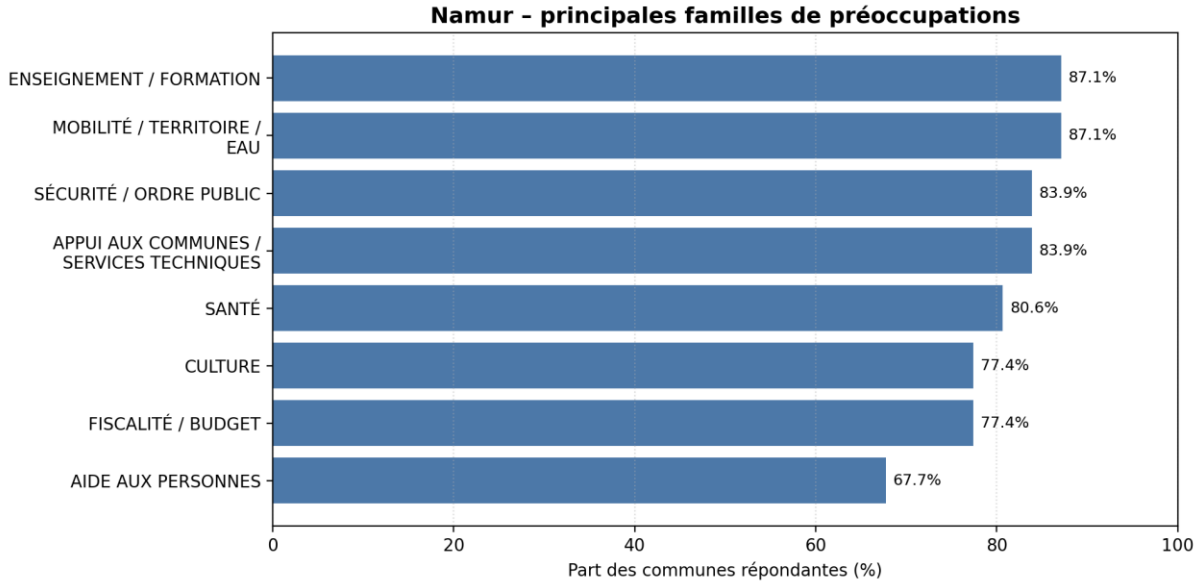


Luxembourg – principaux sous-thèmes cités

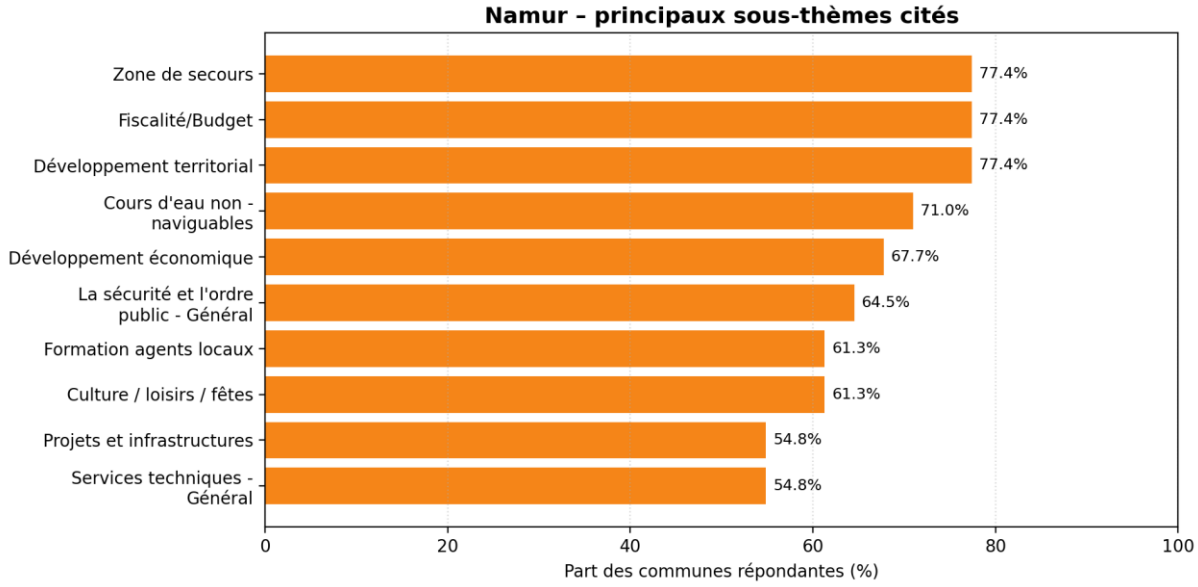
Namur

Profil provincial. Namur compte 31 communes répondantes sur 38 (81.6 %). Les familles de préoccupations qui ressortent le plus sont : enseignement / formation (87.1 %) ; mobilité / territoire / eau (87.1 %) ; sécurité / ordre public (83.9 %) ; appui aux communes / services techniques (83.9 %). Les sous-thèmes les plus cités sont notamment : Zone de secours (77.4 %), Fiscalité/Budget (77.4 %), Développement territorial (77.4 %), Cours d'eau non - navigables (71.0 %), Développement économique (67.7 %).

Lecture. Namur se distingue par le développement territorial, les cours d'eau, les projets et l'appui technique, ce qui traduit l'importance accordée aux outils supra-communaux et aux fonctions de structuration du territoire.



Namur – principales familles de préoccupations



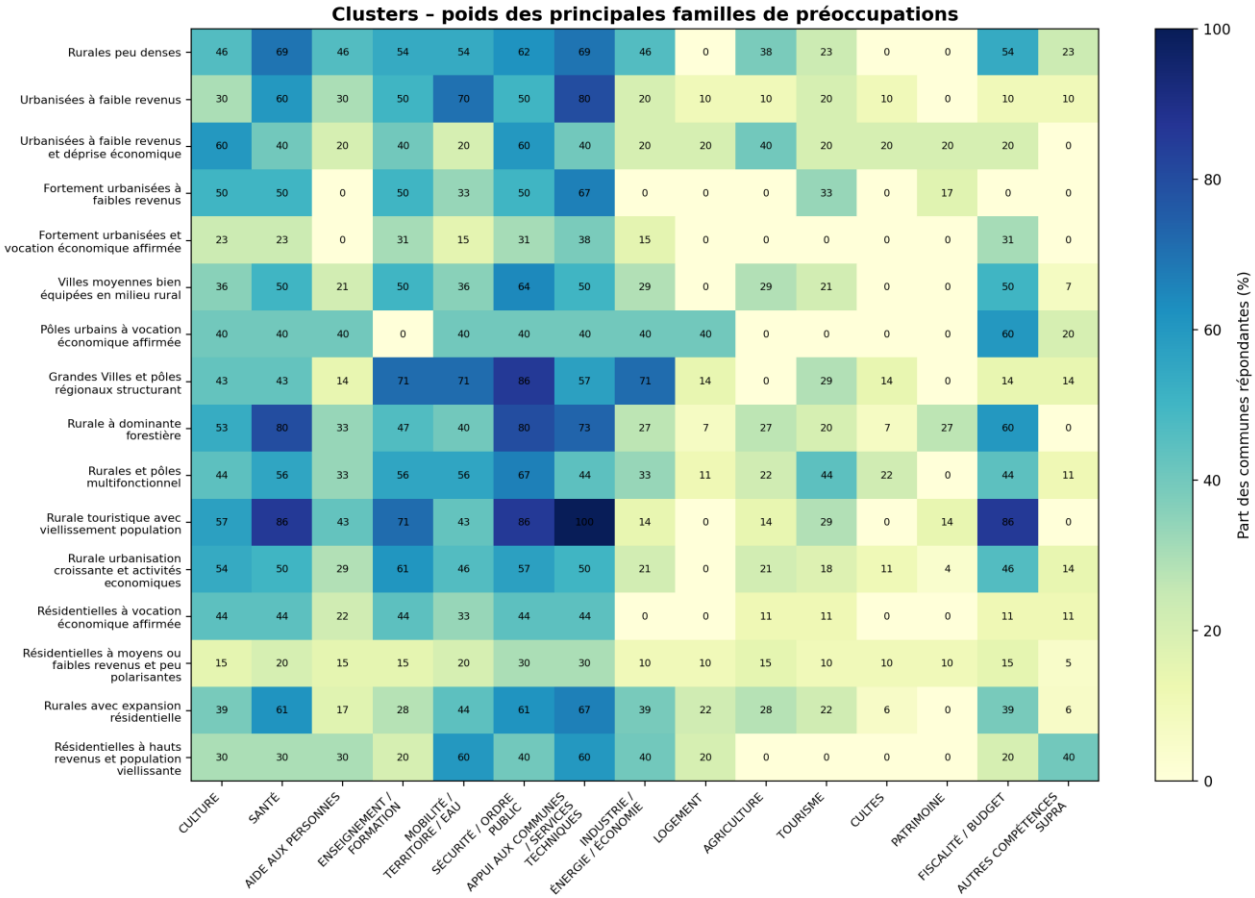
Namur – principaux sous-thèmes cités

Taux de réponse par province

Province	Total communes	Réponses reçues	Taux de réponse
Brabant wallon	27	23	85.2 %
Hainaut	69	42	60.9 %
Liège	84	67	79.8 %
Luxembourg	43	34	79.1 %
Namur	38	31	81.6 %

5. Lecture par cluster

L'analyse par cluster permet d'aller au-delà des découpages provinciaux et de dégager des profils de préoccupations plus fins selon la structure socio-territoriale des communes.



Graphique 7 – Heatmap des familles de préoccupations par cluster

Clés de lecture. Les clusters ruraux ou peu denses mettent souvent en avant la santé, la sécurité, les cours d'eau et l'appui technique. Plusieurs clusters urbanisés, à faibles revenus ou en déprise, insistent davantage sur les marchés publics, les SAC, l'appui juridique, le bien-être au travail et la gestion des risques. Les clusters résidentiels ou économiques expriment plus fréquemment des attentes de clarification, de gouvernance et de neutralité budgétaire.

5.1. Tableau de synthèse des clusters

Cluster	Libellé	Réponses	Taux de réponse	Top 3 familles
W1	Rurales peu denses	13	72.2 %	Santé (69 %) ; appui aux communes / services techniques (69%) ; sécurité / ordre public (62%)
W10	Urbanisées à faible revenus	10	66.7 %	Appui aux communes / services techniques (80 %) ; mobilité / territoire / eau (70 %) ; santé (60 %)
W11	Urbanisées à faible revenus et déprise économique	5	62.5 %	Culture (60 %) ; sécurité / ordre public (60 %) ; santé (40 %)
W12	Fortement urbanisées à faibles revenus	6	54.5 %	Appui aux communes / services techniques (67 %) ; culture (50 %) ; santé (50 %)
W13	Fortement urbanisées et vocation économique affirmée	13	81.2 %	Appui aux communes / services techniques (38 %) ; enseignement / formation (31 %) ; sécurité / ordre public (31 %)
W14	Villes moyennes bien équipées en milieu rural	14	93.3 %	Sécurité / ordre public (64 %) ; santé (50 %) ; enseignement / formation (50 %)

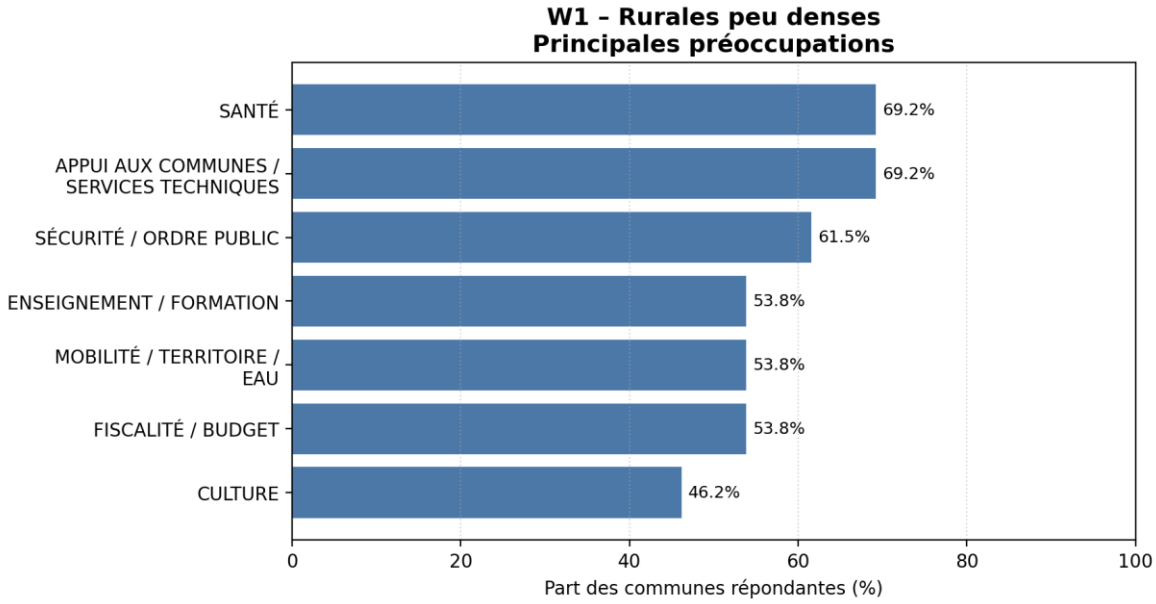
Cluster	Libellé	Réponses	Taux de réponse	Top 3 familles
W15	Pôles urbains à vocation économique affirmée	5	83.3 %	Fiscalité / budget (60 %) ; culture (40 %) ; santé (40 %)
W16	Grandes Villes et pôles régionaux structurant	7	70.0 %	Sécurité / ordre public (86 %) ; enseignement / formation (71 %) ; mobilité / territoire / eau (71 %)
W2	Rurale à dominante forestière	15	75.0 %	Santé (80 %) ; sécurité / ordre public (80 %) ; appui aux communes / services techniques (73 %)
W3	Rurales et pôles multifonctionnel	9	90.0 %	Sécurité / ordre public (67 %) ; santé (56 %) ; enseignement / formation (56 %)
W4	Rurale touristique avec vieillissement population	7	70.0 %	Appui aux communes / services techniques (100 %) ; santé (86 %) ; sécurité / ordre public (86 %)
W5	Rurale urbanisation croissante et activités économiques	28	80.0 %	Enseignement / formation (61 %) ; sécurité / ordre public (57 %) ; culture (54 %)
W6	Résidentielles à vocation économique affirmée	9	81.8 %	Culture (44 %) ; santé (44 %) ; enseignement / formation (44 %)
W7	Résidentielles à moyens ou	20	71.4 %	Sécurité / ordre public (30 %) ;

Cluster	Libellé	Réponses	Taux de réponse	Top 3 familles
	faibles revenus et peu polarisantes			appui aux communes / services techniques (30 %) ; santé (20 %)
W8	Rurales avec expansion résidentielle	18	75.0 %	Appui aux communes / services techniques (67 %) ; santé (61 %) ; sécurité / ordre public (61 %)
W9	Résidentielles à hauts revenus et population vieillissante	10	66.7 %	Mobilité / territoire / eau (60 %) ; appui aux communes / services techniques (60 %) ; sécurité / ordre public (40 %)

W1 – Rurales peu denses

Profil du cluster. 13 communes répondantes sur 18 (72.2 %). Les principales familles de préoccupations sont : santé (69.2 %) ; appui aux communes / services techniques (69.2 %) ; sécurité / ordre public (61.5 %) ; enseignement / formation (53.8 %).

Sous-thèmes saillants. Zone de secours (61.5 %), Services techniques - Général (53.8 %), Fiscalité/Budget (53.8 %), Développement économique (46.2 %), Développement territorial (46.2 %).

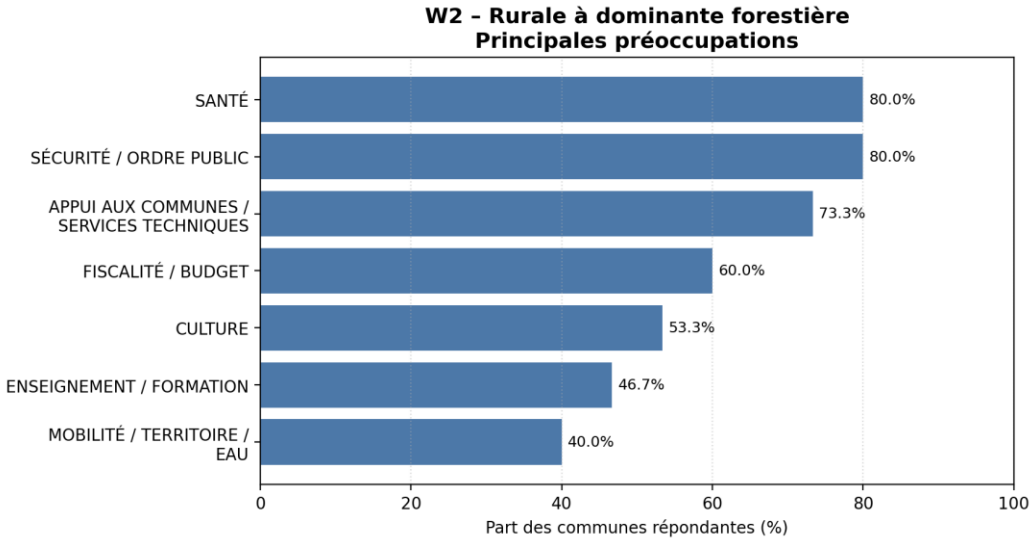


W1 – principales familles de préoccupations

W2 – Rurale à dominante forestière

Profil du cluster. 15 communes répondantes sur 20 (75.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : santé (80.0 %) ; sécurité / ordre public (80.0 %) ; appui aux communes / services techniques (73.3 %) ; fiscalité / budget (60.0 %).

Sous-thèmes saillants. Zone de secours (80.0 %), Santé - Général (73.3 %), La sécurité et l'ordre public - Général (66.7 %), Fiscalité/Budget (60.0 %), Vivalia (53.3 %).

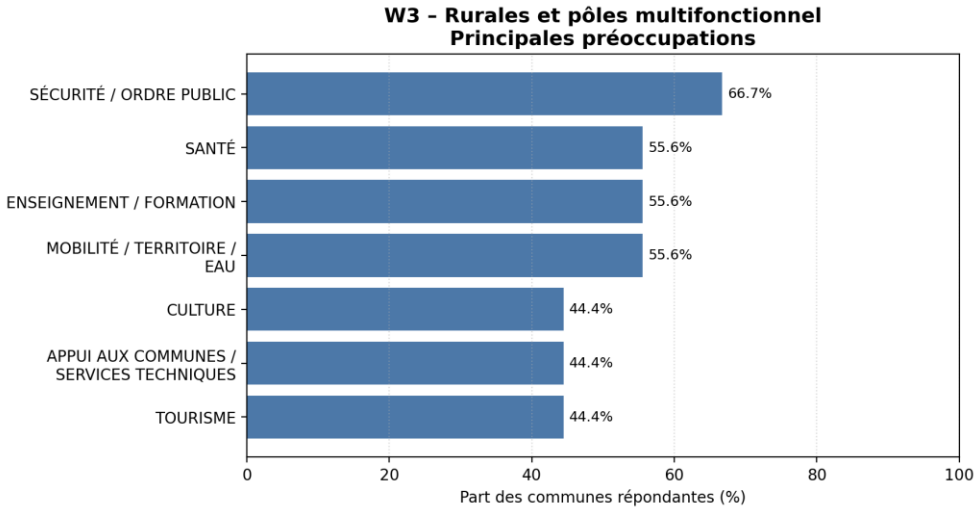


W2 – principales familles de préoccupations

W3 – Rurales et pôles multifonctionnel

Profil du cluster. 9 communes répondantes sur 10 (90.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : sécurité / ordre public (66.7 %) ; santé (55.6 %) ; enseignement / formation (55.6 %) ; mobilité / territoire / eau (55.6 %).

Sous-thèmes saillants. La sécurité et l'ordre public - Général (66.7 %), Zone de secours (55.6 %), Spécialisé (55.6 %), Culture / loisirs / fêtes (44.4 %), Fiscalité/Budget (44.4 %).

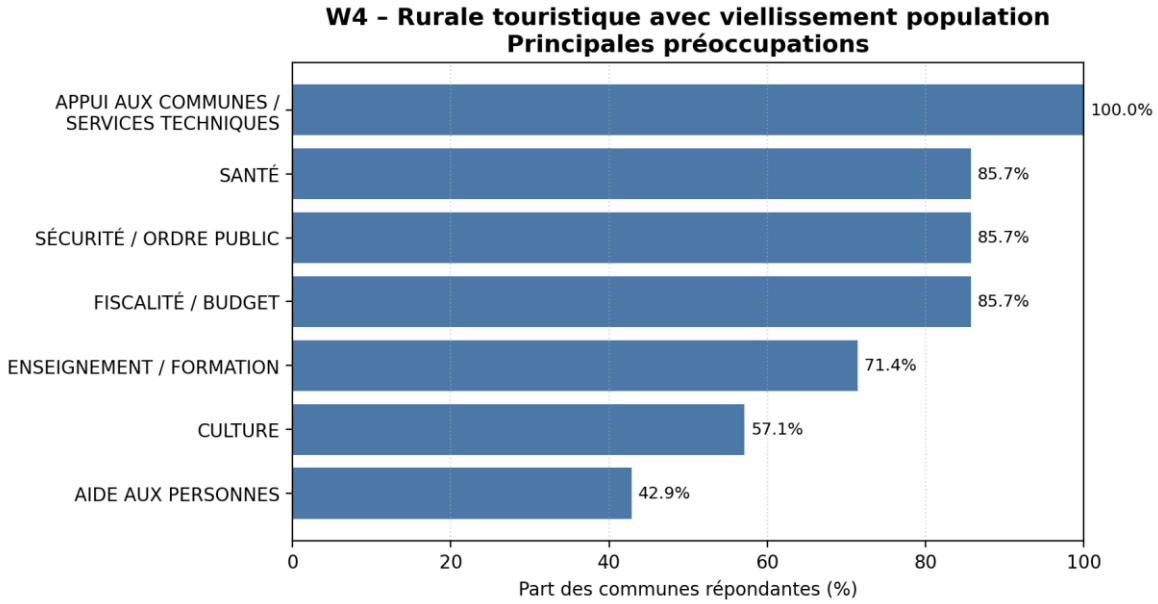


W3 – principales familles de préoccupations

W4 – Rurale touristique avec vieillissement population

Profil du cluster. 7 communes répondantes sur 10 (70.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : appui aux communes / services techniques (100.0 %) ; santé (85.7 %) ; sécurité / ordre public (85.7 %) ; fiscalité / budget (85.7 %).

Sous-thèmes saillants. Fiscalité/Budget (85.7 %), Services techniques - Général (85.7 %), Zone de secours (85.7 %), Santé - Général (85.7 %), La sécurité et l'ordre public - Général (71.4 %).

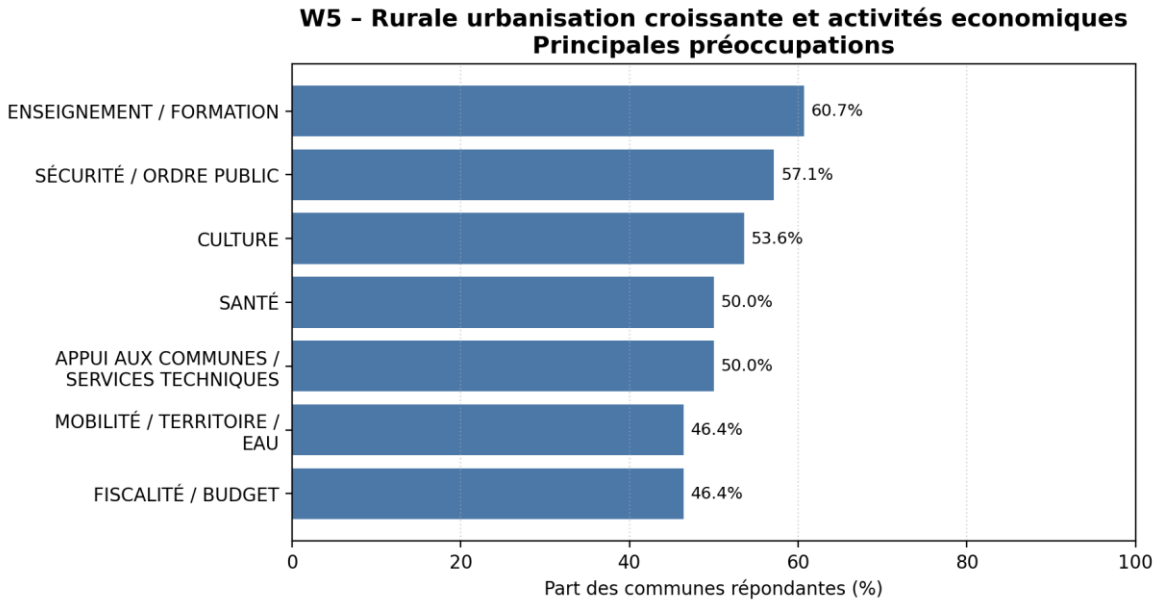


W4 – principales familles de préoccupations

W5 – Rurale urbanisation croissante et activités économiques

Profil du cluster. 28 communes répondantes sur 35 (80.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : enseignement / formation (60.7 %) ; sécurité / ordre public (57.1 %) ; culture (53.6 %) ; santé (50.0 %).

Sous-thèmes saillants. Fiscalité/Budget (46.4 %), Zone de secours (46.4 %), Formation agents locaux (39.3 %), Culture / loisirs / fêtes (35.7 %), Cours d'eau (32.1 %).

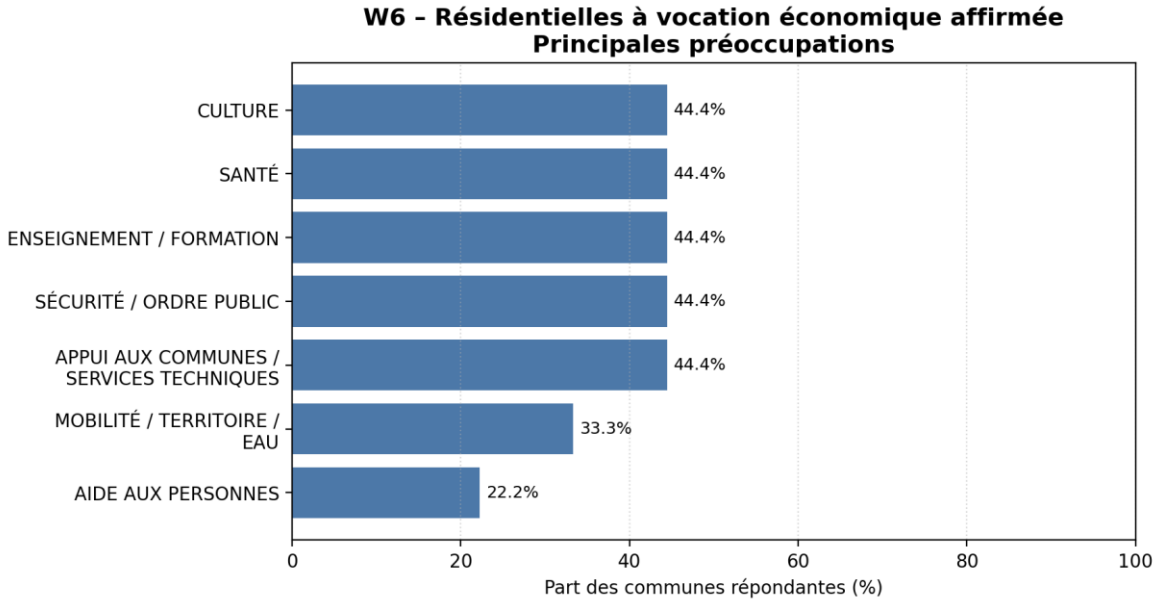


W5 – principales familles de préoccupations

W6 – Résidentielles à vocation économique affirmée

Profil du cluster. 9 communes répondantes sur 11 (81.8 %). Les principales familles de préoccupations sont : culture (44.4 %) ; santé (44.4 %) ; enseignement / formation (44.4 %) ; sécurité / ordre public (44.4 %).

Sous-thèmes saillants. Lecture publique / Bibliothèque (44.4 %), Formation agents locaux (44.4 %), Cours d'eau non - navigables (33.3 %), Zone de secours (33.3 %), Médecine sociale et préventive (33.3 %).

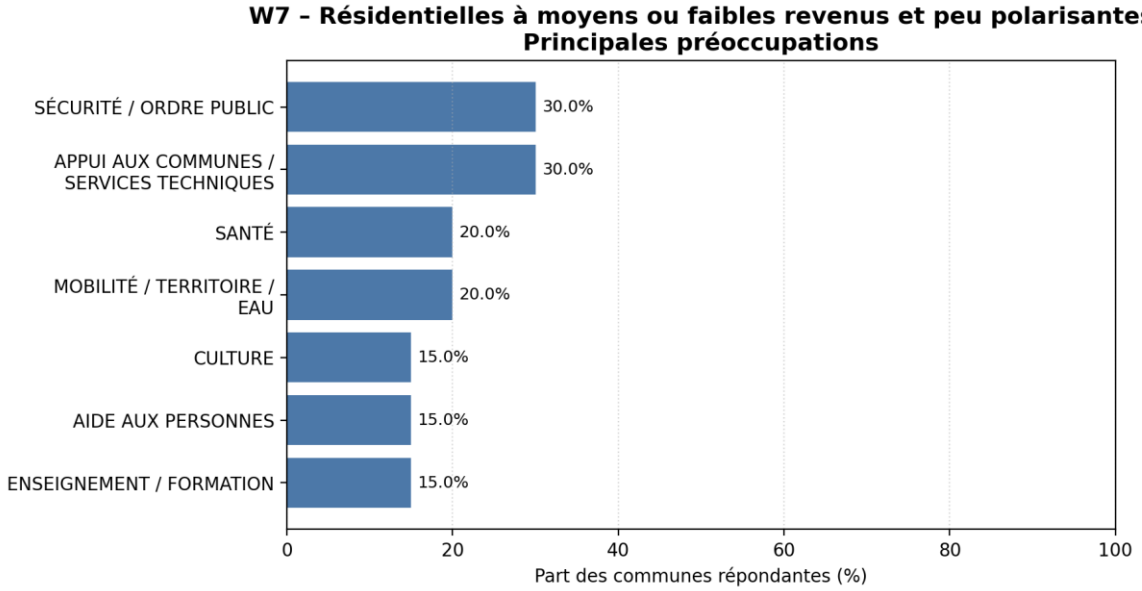


W6 – principales familles de préoccupations

W7 – Résidentielles à moyens ou faibles revenus et peu polarisantes

Profil du cluster. 20 communes répondantes sur 28 (71.4 %). Les principales familles de préoccupations sont : sécurité / ordre public (30.0 %) ; appui aux communes / services techniques (30.0 %) ; santé (20.0 %) ; mobilité / territoire / eau (20.0 %).

Sous-thèmes saillants. Planification d'urgence / Gestion de crise (30.0 %), Zone de secours (25.0 %), Indicateurs - experts (20.0 %), Hygiène et salubrité (15.0 %), Formation agents locaux (15.0 %).

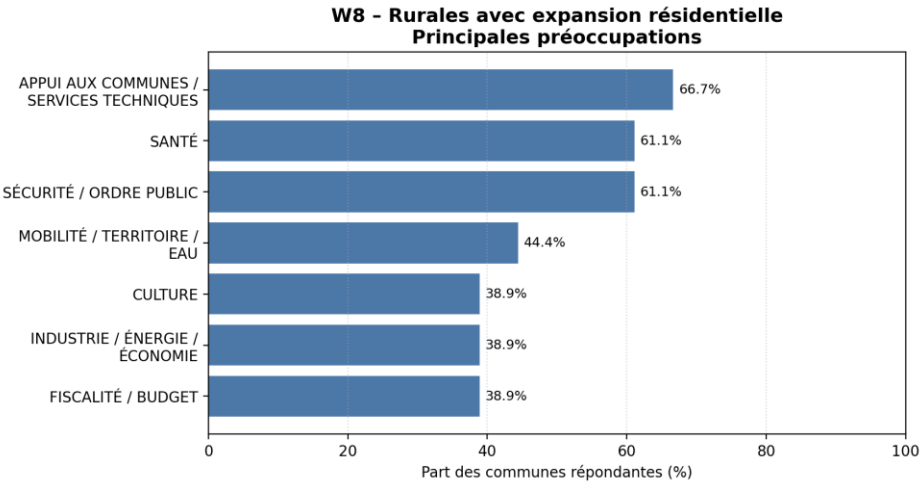


W7 – principales familles de préoccupations

W8 – Rurales avec expansion résidentielle

Profil du cluster. 18 communes répondantes sur 24 (75.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : appui aux communes / services techniques (66.7 %) ; santé (61.1 %) ; sécurité / ordre public (61.1 %) ; mobilité / territoire / eau (44.4 %).

Sous-thèmes saillants. Services techniques - Général (55.6 %), Zone de secours (55.6 %), Santé - Général (50.0 %), La sécurité et l'ordre public - Général (50.0 %), Fiscalité/Budget (38.9 %).

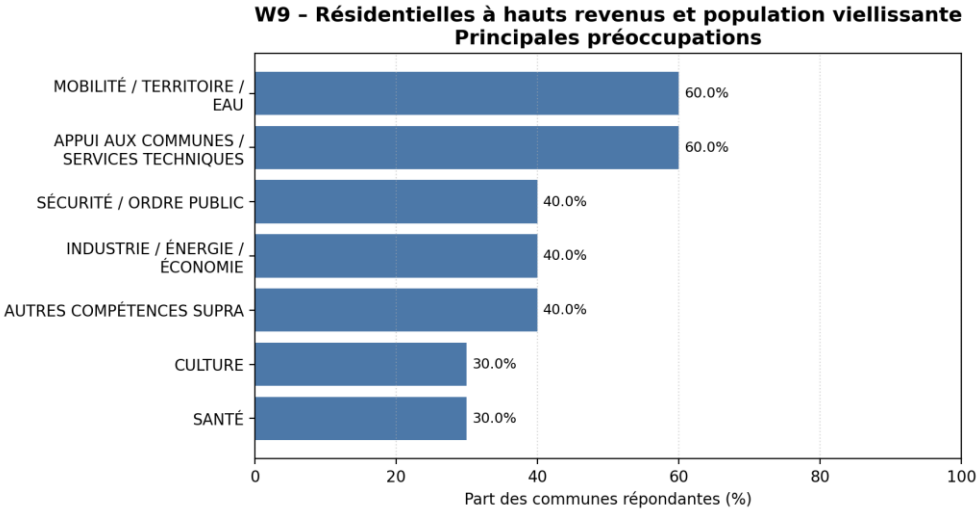


W8 – principales familles de préoccupations

W9 – Résidentielles à hauts revenus et population vieillissante

Profil du cluster. 10 communes répondantes sur 15 (66.7 %). Les principales familles de préoccupations sont : mobilité / territoire / eau (60.0 %) ; appui aux communes / services techniques (60.0 %) ; sécurité / ordre public (40.0 %) ; industrie / énergie / économie (40.0 %).

Sous-thèmes saillants. Lutte contre les inondations (50.0 %), S.A.C (50.0 %), Autres nouvelles compétences supra (40.0 %), Cours d'eau non - navigables (40.0 %), Développement économique (40.0 %).

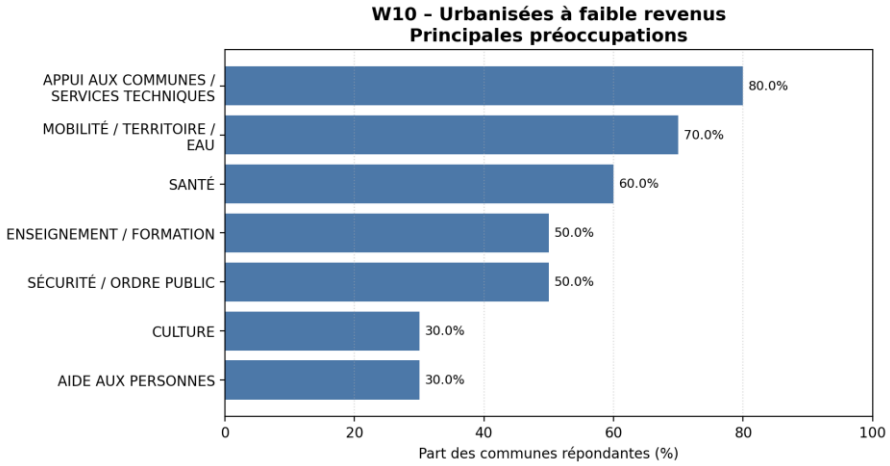


W9 – principales familles de préoccupations

W10 – Urbanisées à faible revenus

Profil du cluster. 10 communes répondantes sur 15 (66.7 %). Les principales familles de préoccupations sont : appui aux communes / services techniques (80.0 %) ; mobilité / territoire / eau (70.0 %) ; santé (60.0 %) ; enseignement / formation (50.0 %).

Sous-thèmes saillants. Centrale d'achats / Marchés publics (60.0 %), Cours d'eau non - navigables (60.0 %), S.A.C (60.0 %), Médecine sociale et préventive (50.0 %), Planification d'urgence / Gestion de crise (40.0 %).

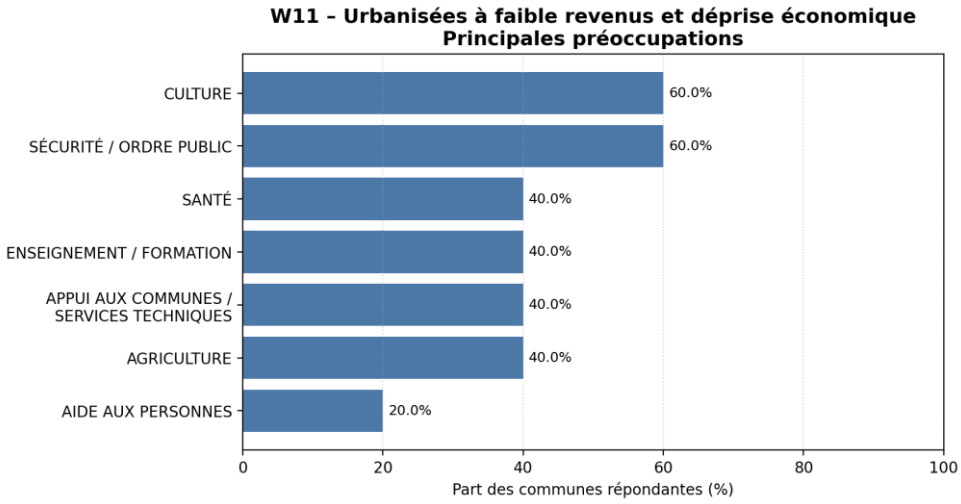


W10 – principales familles de préoccupations

W11 – Urbanisées à faible revenus et déprise économique

Profil du cluster. 5 communes répondantes sur 8 (62.5 %). Les principales familles de préoccupations sont : culture (60.0 %) ; sécurité / ordre public (60.0 %) ; santé (40.0 %) ; enseignement / formation (40.0 %).

Sous-thèmes saillants. Culture / loisirs / fêtes (60.0 %), Lecture publique / Bibliothèque (60.0 %), Jeunesse (40.0 %), Médecine sociale et préventive (40.0 %), Formation pompiers / police (40.0 %).

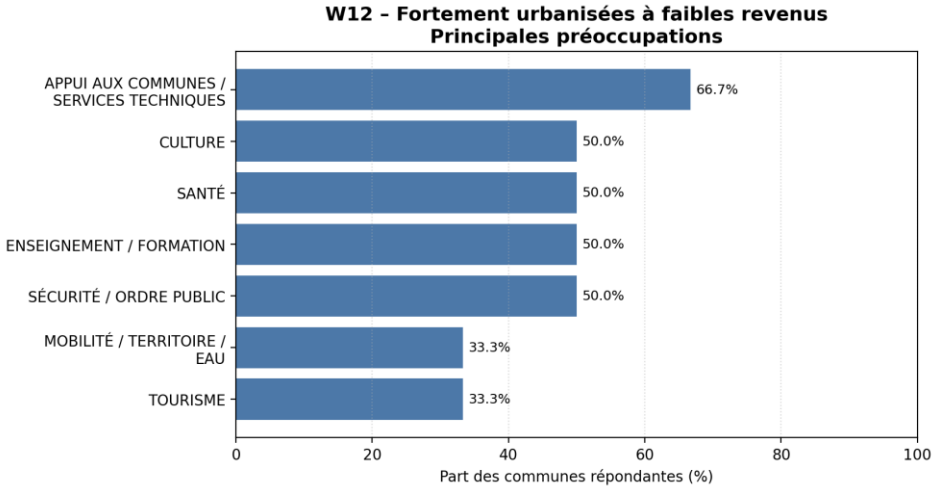


W11 – principales familles de préoccupations

W12 – Fortement urbanisées à faibles revenus

Profil du cluster. 6 communes répondantes sur 11 (54.5 %). Les principales familles de préoccupations sont : appui aux communes / services techniques (66.7 %) ; culture (50.0 %) ; santé (50.0 %) ; enseignement / formation (50.0 %).

Sous-thèmes saillants. Secondaire (50.0 %), La sécurité et l'ordre public - Général (50.0 %), Médecine sociale et préventive (50.0 %), TOURISME (33.3 %), Zone de secours (33.3 %).

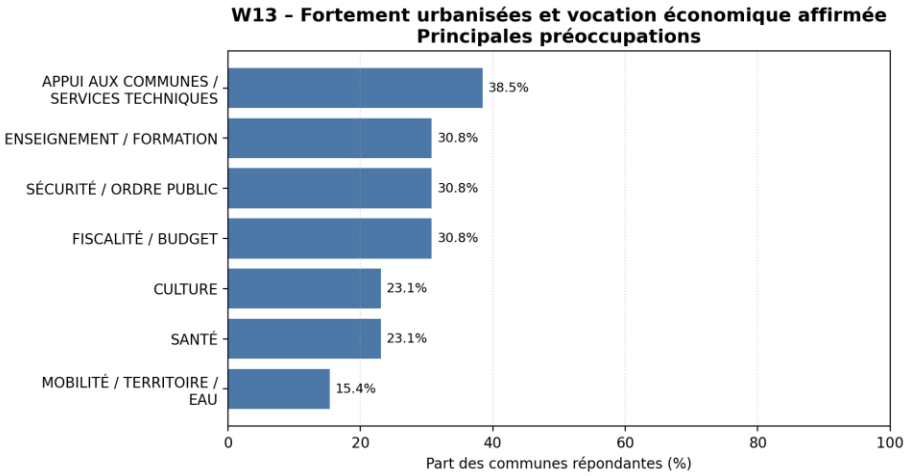


W12 – principales familles de préoccupations

W13 – Fortement urbanisées et vocation économique affirmée

Profil du cluster. 13 communes répondantes sur 16 (81.2 %). Les principales familles de préoccupations sont : appui aux communes / services techniques (38.5 %) ; enseignement / formation (30.8 %) ; sécurité / ordre public (30.8 %) ; fiscalité / budget (30.8 %).

Sous-thèmes saillants. Services techniques - Général (30.8 %), Fiscalité/Budget (30.8 %), Zone de secours (30.8 %), Formation agents locaux (23.1 %), La sécurité et l'ordre public - Général (15.4 %).

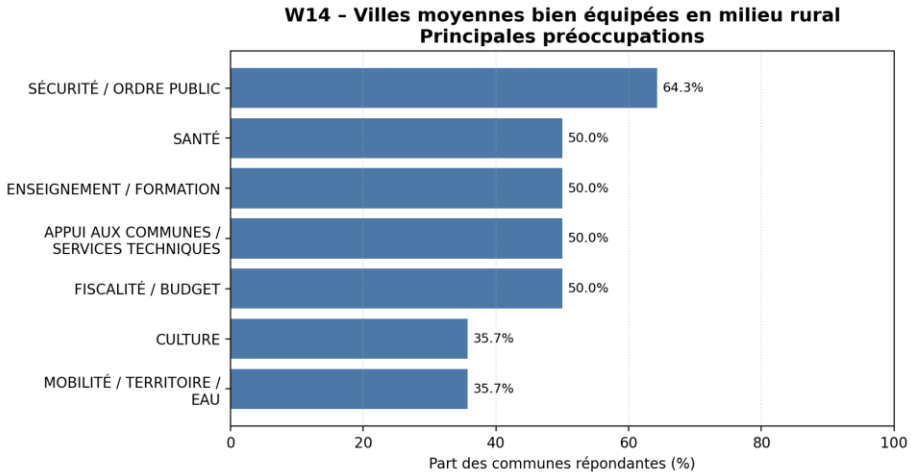


W13 – principales familles de préoccupations

W14 – Villes moyennes bien équipées en milieu rural

Profil du cluster. 14 communes répondantes sur 15 (93.3 %). Les principales familles de préoccupations sont : sécurité / ordre public (64.3 %) ; santé (50.0 %) ; enseignement / formation (50.0 %) ; appui aux communes / services techniques (50.0 %).

Sous-thèmes saillants. Zone de secours (64.3 %), La sécurité et l'ordre public - Général (50.0 %), Fiscalité/Budget (50.0 %), Santé - Général (50.0 %), Planification d'urgence / Gestion de crise (42.9 %).

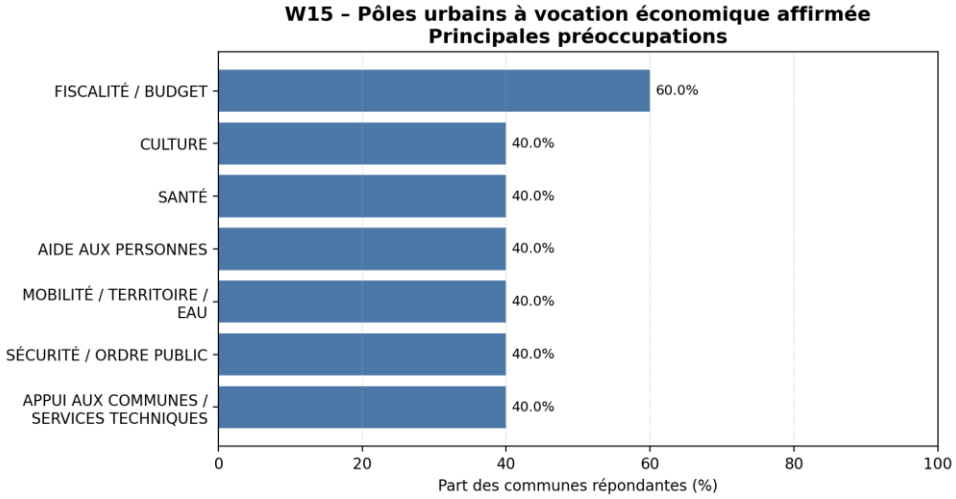


W14 – principales familles de préoccupations

W15 – Pôles urbains à vocation économique affirmée

Profil du cluster. 5 communes répondantes sur 6 (83.3 %). Les principales familles de préoccupations sont : fiscalité / budget (60.0 %) ; culture (40.0 %) ; santé (40.0 %) ; aide aux personnes (40.0 %).

Sous-thèmes saillants. Fiscalité/Budget (60.0 %), Jeunesse (40.0 %), Aînés (40.0 %), Culture / loisirs / fêtes (40.0 %), Sport (40.0 %).

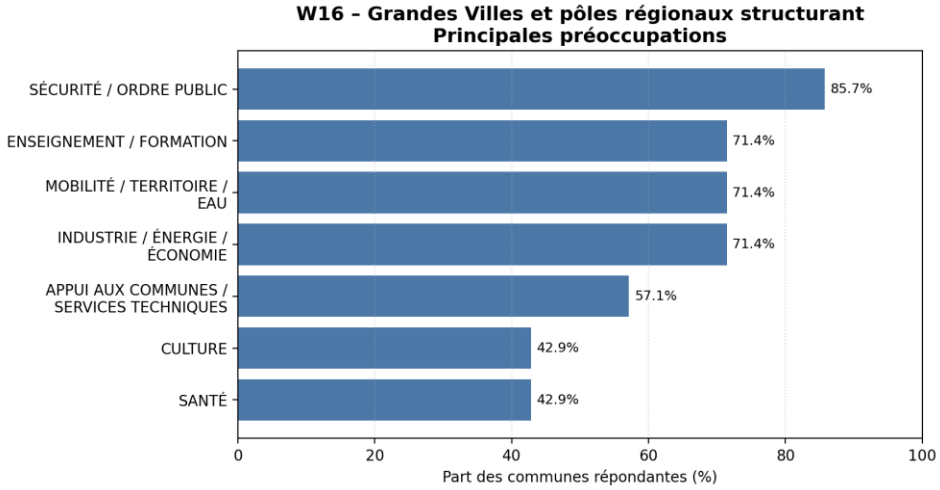


W15 – principales familles de préoccupations

W16 – Grandes Villes et pôles régionaux structurant

Profil du cluster. 7 communes répondantes sur 10 (70.0 %). Les principales familles de préoccupations sont : sécurité / ordre public (85.7 %) ; enseignement / formation (71.4 %) ; mobilité / territoire / eau (71.4 %) ; industrie / énergie / économie (71.4 %).

Sous-thèmes saillants. Planification d'urgence / Gestion de crise (85.7 %), Développement économique (71.4 %), Zone de secours (57.1 %), Développement territorial (42.9 %), Culture / loisirs / fêtes (42.9 %).



W16 – principales familles de préoccupations

6. Conclusion générale

6.1. Périmètre et méthode

L'analyse porte sur les 197 communes répondantes, sur un total de 261 communes wallonnes, soit un taux de réponse de 75,5 %. Les données ont été exploitées à partir des sujets cités par les communes dans leurs réponses. Une mention thématique est donc interprétée comme une préoccupation exprimée ou un point d'attention, et non comme un vote formel pour ou contre le maintien d'une compétence provinciale ou de l'institution provinciale.

Cette précaution est essentielle. Les communes n'ont pas toutes répondu avec le même niveau de détail : certaines formulent un avis institutionnel général, d'autres listent les compétences ou services qui devraient, selon elles, rester à un niveau supracommunal. L'analyse doit dès lors être lue comme une cartographie des attentes communales.

6.2. Enseignement général : une demande de supracommunalité

L'analyse des réponses ne fait pas apparaître une opposition massive à une suppression de l'organe politique provincial. En revanche, elle met clairement en évidence une attente forte : les communes souhaitent que les missions aujourd'hui exercées à l'échelle provinciale ne soient pas simplement transférées aux communes sans cadre, sans moyens et sans garantie de continuité.

Famille de préoccupations	Communes concernées	Part des répondantes
Appui aux communes / services techniques	107	54,3 %
Sécurité et ordre public	107	54,3 %
Santé	96	48,7 %
Enseignement / formation	81	41,1 %
Mobilité / territoire / eau	80	40,6 %
Culture	76	38,6 %
Fiscalité / budget	69	35,0 %

Ces chiffres montrent que les communes expriment surtout des préoccupations liées à des services opérationnels, techniques ou de coordination. Les demandes portent principalement sur le maintien d'un niveau supracommunal fonctionnel, la continuité des services, la conservation de l'expertise, la mutualisation des moyens, la neutralité budgétaire et fiscale, l'absence de transfert de charges vers les communes et une gouvernance lisible.

La conclusion générale est donc la suivante : les communes semblent moins attachées à l'organe politique provincial en tant que tel qu'aux missions concrètes exercées aujourd'hui à ce niveau. Elles demandent que la réforme ne crée ni vide opérationnel, ni report de charges, ni perte d'expertise.

6.3. La santé : un thème important, mais fortement influencé par le Luxembourg et Vivalia

La santé apparaît, à première lecture, comme l'un des principaux sujets de préoccupation. Elle est citée par 96 communes répondantes sur 197, soit 48,7 %. Toutefois, ce chiffre doit être fortement nuancé : la prépondérance du thème de la santé est très largement tirée par les communes de la province de Luxembourg.

Périmètre	Communes répondantes	Santé citée	Part
Wallonie entière	197	96	48,7 %
Luxembourg	34	33	97,1 %
Wallonie hors Luxembourg	163	63	38,7 %
Hors Luxembourg et hors Namur	132	38	28,8 %

L'effet luxembourgeois est donc très net. Dans cette province, la santé est citée par pratiquement toutes les communes répondantes. Cette concentration s'explique principalement par la question de Vivalia : les mentions explicites de Vivalia sont quasi exclusivement luxembourgeoises.

La santé ne peut toutefois pas être réduite uniquement à Vivalia. La province de Namur constitue un second foyer de préoccupation sanitaire, mais avec une nature différente : les mentions y concernent davantage la santé mentale, la médecine sociale et préventive, les centres PMS/PSE et les politiques médico-sociales.

La conclusion à retenir est donc double : la visibilité globale de la santé est fortement amplifiée par le Luxembourg et Vivalia ; hors Luxembourg, la santé reste un sujet significatif, mais elle devient moins dominante et davantage sectorielle.

6.4. Lecture provinciale : des profils différenciés

L'analyse par province montre que les attentes communales ne sont pas homogènes sur l'ensemble du territoire wallon.

Luxembourg

Le Luxembourg présente le profil le plus concentré. Les préoccupations dominantes sont la santé, la sécurité, l'appui aux communes et la neutralité budgétaire. La santé est citée par 97,1 % des communes répondantes luxembourgeoises. La zone de secours est également massivement citée, à 94,1 %. L'appui aux communes et les services techniques atteignent aussi 94,1 %. Le thème budgétaire/fiscal est cité par 85,3 % des répondantes. Le Luxembourg exprime donc une crainte très concrète : que la réforme fragilise des dispositifs structurants, notamment Vivalia, les zones de secours et les services techniques.

Namur

Namur présente un second profil très marqué, mais différent du Luxembourg. Les préoccupations principales portent sur le développement territorial, l'appui technique, les cours d'eau, les projets et infrastructures, la formation et certains enjeux de santé médico-sociale. Les familles les plus citées sont l'enseignement/formation et la mobilité-territoire-eau, chacune à 87,1 %, suivies par la sécurité et l'appui aux communes à 83,9 %. Les réponses namuroises semblent fortement liées à l'importance d'outils supracommunaux existants, tels que le BEP, l'INASEP ou le STP.

Brabant wallon

Le Brabant wallon exprime un profil moins sectoriel. La première préoccupation est la fiscalité / budget, citée par 52,2 % des communes répondantes. Viennent ensuite la culture, la sécurité et certains sujets sociaux ou territoriaux. La lecture principale est celle d'une demande de garanties : les communes souhaitent savoir ce que la réforme implique concrètement, qui financera les missions, comment les charges seront réparties et quelle sera la plus-value réelle du nouveau modèle.

Hainaut

Le Hainaut présente un profil plus opérationnel. Les préoccupations dominantes portent sur l'appui aux communes / services techniques à 42,9 %, la mobilité-territoire-eau à 40,5 %, puis la sécurité à 33,3 %. Les sous-thèmes saillants concernent les cours d'eau non navigables, la lutte contre les inondations, la planification d'urgence, les marchés publics, les SAC, le bien-être au travail et l'assistance juridique. L'enjeu principal semble donc être la continuité d'un appui technique et juridique aux communes.

Liège

La province de Liège présente un profil plus diffus. Aucun thème ne domine aussi fortement que Vivalia au Luxembourg ou les outils territoriaux à Namur. Les préoccupations principales portent sur la sécurité et l'ordre public, l'appui aux communes, la santé et l'enseignement/formation. Cette dispersion suggère une attente moins centrée sur un acteur ou une mission unique, mais davantage sur le maintien d'un ensemble de services supracommunaux utiles.

6.5. Lecture par clusters : des attentes différentes selon les types de communes

L'analyse par cluster confirme que les préoccupations varient fortement selon le profil territorial des communes. Les clusters ruraux ou peu denses mettent davantage en avant la santé, la zone de secours, les services techniques, les cours d'eau, le développement territorial et la continuité des services de proximité. Ces communes semblent craindre une perte d'appui, d'expertise et de solidarité territoriale si les missions provinciales étaient éclatées ou régionalisées sans relais local adapté.

Les clusters urbanisés à faibles revenus ou en déprise économique mettent davantage l'accent sur les marchés publics, les SAC, l'assistance juridique, le bien-être au travail, la médecine sociale et préventive et la planification d'urgence. Leur préoccupation principale semble être la capacité administrative et technique à absorber seules des missions complexes ou spécialisées.

Les clusters résidentiels ou à vocation économique affirmée expriment davantage des attentes relatives à la neutralité budgétaire, à la fiscalité, à la gouvernance, à la lisibilité du futur modèle et à la clarification des responsabilités. Ces communes demandent surtout que la réforme soit sécurisée, compréhensible et financièrement neutre.

6.6. Conclusion de ce rapport

L'analyse du tableau de suivi des réponses des communes conduit à une conclusion nuancée. Il ne ressort pas des réponses une défense uniforme et massive de l'institution provinciale comme organe politique. En revanche, il ressort très clairement une demande un niveau supracommunal opérationnel, capable d'assurer les missions aujourd'hui considérées comme utiles par les communes comme mentionné dans les rapports précédemment transmis.

La réforme devra donc éviter trois écueils :

- Un transfert sec de charges vers les communes ;
- Une perte d'expertise ou de mutualisation ;
- Une rupture de continuité dans les services rendus aux citoyens et aux pouvoirs locaux.

En d'autres termes, les réponses communales permettent de conclure que la réforme peut être envisagée, mais à condition qu'elle ne soit pas comprise comme une simple suppression institutionnelle. Elle doit être conçue comme une réorganisation structurée de la supracommunalité, garantissant la continuité des services, la neutralité budgétaire pour les communes et la préservation des expertises territoriales.